



**PREFECTURE
DE PARIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°75-2023-113

PUBLIÉ LE 21 FÉVRIER 2023

Sommaire

Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France / Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Paris

75-2023-02-20-00004 - Arrêté N°2023-016 approuvant l'autorisation spéciale de travaux n° as07511623p0003 de pose d'une nouvelle canalisation d'eau potable sous les chaussées suivantes : route du champ d'entraînement, allée du bord de l'Eau, chemin de l'Abbaye, chemin de Suresnes à Bagatelle et route des Moulins (ce qui permettra l'abandon de la canalisation existante en partie située dans les espaces boisés) situés dans le site classé du Bois de Boulogne dans le 16ème arrondissement (2 pages)

Page 3

Préfecture de la Région d'Ile de France, Préfecture de Paris / Cabinet-Service de la coordination des affaires parisiennes

75-2023-02-20-00005 - Arrêté préfectoral n°2023/DRIEAT/SPPE/007 portant autorisation environnementale au titre du code de l'environnement de la restructuration et du réaménagement en un hôtel de sept bâtiments sur l'ancien site du Ministère des Armées sur la commune de Paris (17 pages)

Page 6

Préfecture de Police / Cabinet

75-2023-02-21-00001 - ARRETE 2023-00160 modifiant provisoirement le stationnement et la circulation dans plusieurs voies de Paris 16ème et de Boulogne-Billancourt à l'occasion de la rencontre de football entre le Paris-Saint-Germain Football Club et le Football Club de Nantes les 4 et 5 mars 2023 (4 pages)

Page 24

75-2023-02-21-00002 - Arrêté N° 2023-00161 créant une aire piétonne temporaire dans certaines voies du 8ème arrondissement de Paris à l'occasion de la manifestation « Piétonisation des Champs Elysées » le 5 mars 2023 (3 pages)

Page 29

Direction régionale des affaires culturelles
d'Ile-de-France

75-2023-02-20-00004

Arrêté N°2023-016 approuvant l'autorisation spéciale de travaux n° as07511623p0003 de pose d'une nouvelle canalisation d'eau potable sous les chaussées suivantes : route du champ d'entraînement, allée du bord de l'Eau, chemin de l'Abbaye, chemin de Suresnes à Bagatelle et route des Moulins (ce qui permettra l'abandon de la canalisation existante en partie située dans les espaces boisés) situés dans le site classé du Bois de Boulogne dans le 16ème arrondissement



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Paris
Drac Ile de France**

**PRÉFET DE LA REGION D'ÎLE DE FRANCE
PRÉFET DE PARIS**

ARRÊTÉ N°2023 – 016

Approuvant l'autorisation spéciale de travaux n° as07511623p0003 de pose d'une nouvelle canalisation d'eau potable sous les chaussées suivantes :

route du champ d'entraînement, allée du bord de l'Eau, chemin de l'Abbaye, chemin de Suresnes à Bagatelle et route des Moulins (ce qui permettra l'abandon de la canalisation existante en partie située dans les espaces boisés) situés dans le site classé du Bois de Boulogne dans le 16^{ème} arrondissement

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 341-7 et L. 341-10 ;

Vu l'arrêté n°2020-11 donnant subdélégation de signature à Frédéric Masviel chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Paris en matière d'espaces protégés ;

Vu la demande d'autorisation spéciale n°as07511623p0003 présentée à l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Paris le 06/02/2023;

Vu l'avis favorable de l'architecte des bâtiments de France en date du 13/02/2023 et portant sur l'autorisation spéciale n° 075 116 23 p0003.

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}: L'autorisation spéciale de travaux n° as075 116 23 p0003, prévue par les articles susvisés du code de l'environnement, concernant les travaux de pose d'une nouvelle canalisation d'eau potable sous les chaussées suivantes : route du champ d'entraînement, allée du bord du l'Eau, chemin de l'Abbaye, chemin de Suresnes à Bagatelle et route des Moulins (ce qui permettra l'abandon de la canalisation existante en partie située dans les espaces boisés) situés dans le site classé du Bois de Boulogne dans le 16^{ème} arrondissement de Paris, **est accordée assortie de prescriptions :**

ARTICLE 2: Toutes les précautions seront prises, lors de la réalisation des travaux de creusement de la tranchée nécessaire à l'enfouissement de la nouvelle canalisation d'eau potable, pour préserver le système racinaire des arbres situés à proximité et leur couronne.

ARTICLE 3 : Le préfet de Paris, préfet de la région d'Île de France, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région d'Île-de-France, préfecture de Paris, accessible sur le site internet de la préfecture de la région d'Île de France, préfecture de Paris : www.ile-de-France.gouv.fr et dont copie sera notifiée au Maire de Paris.

Fait à Paris, le 20 février 2023
Pour le Préfet de Paris, et par subdélégation,
le Chef de l'unité départementale
de l'architecture et du patrimoine de Paris

Signé

Frédéric MASVIEL

Informations importantes

- Le présent arrêté est délivré sans préjudice du droit des tiers (obligations contractuelles, servitudes de droit privé, etc...)
- L'autorisation est sous réserve de l'obtention de l'accord du propriétaire de l'immeuble.
- **Recours** : le titulaire de la présente décision, qui désire la contester, peut saisir le tribunal administratif compétent, d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de l'arrêté attaqué. Il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux. Cette dernière démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit, alors, être introduit dans les 2 mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de 4 mois vaut rejet implicite).

Préfecture de la Région d'Ile de France,
Préfecture de Paris

75-2023-02-20-00005

Arrêté préfectoral n°2023/DRIEAT/SPPE/007
portant autorisation environnementale au titre
du code de l'environnement de la
restructuration et du réaménagement en un
hôtel de sept bâtiments sur l'ancien site du
Ministère des Armées sur la commune de Paris

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2023/DRIEAT/SPPE/007
portant autorisation environnementale
au titre du code de l'environnement
de la restructuration et du réaménagement en un hôtel de sept bâtiments sur l'ancien site du
ministère des Armées sur la commune de Paris**

**Le Préfet de la région d'Île-de-France,
Préfet de Paris,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.181-1 et suivants, L.214-1 et suivants, R.181-1 et suivants, R.214-1 et suivants ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 22 juillet 2020 portant nomination du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris (hors classe) à compter du 17 août 2020 ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2007-109-1 du 19 avril 2007 approuvant le Plan de Prévention du Risque inondation de Paris ;

VU l'arrêté du 3 mars 2022 portant approbation du plan de gestion des risques d'inondation du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté du 23 mars 2022 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

VU la demande d'autorisation environnementale au titre de l'article L.181-1 du Code de l'environnement présentée le 10 mai 2022 par la société CONSTELLATION PARIS, enregistrée sous le n°01 0000 3280, et relative au projet de restructuration et de réaménagement en un hôtel de sept bâtiments sur l'ancien site du ministère des Armées sur la commune de Paris 7^e (75) ;

VU l'avis favorable émis le 7 juin 2022 par le directeur régional des affaires culturelles ;

VU l'avis émis le 9 septembre 2022 par la délégation départementale de Paris de l'Agence Régionale de Santé Île-de-France ;

VU les compléments reçus le 3 août 2022 en réponse à une demande de compléments du 20 juin 2022 ;

VU le courrier du 10 août 2022 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports considérant le projet comme recevable au titre de l'article R.181-16 et suivants du code de l'environnement et demandant l'ouverture de l'enquête publique ;

VU l'arrêté préfectoral n°075-2022-10-06-004 du 6 octobre 2022 portant ouverture de l'enquête publique préalable à la délivrance de l'autorisation environnementale au projet susmentionné ;

VU l'enquête publique menée du 14 au 29 novembre 2022 inclus dans le 7^e arrondissement de Paris ;

Vu le rapport, les conclusions d'enquête et l'avis du commissaire-enquêteur datés du 22 décembre 2022 ;

VU le courriel du 8 février 2023 par lequel il a été transmis au demandeur le projet d'arrêté préfectoral et l'a informé de la possibilité qui lui était ouverte de présenter ses observations dans un délai de 15 jours ;

VU la réponse du demandeur sur le projet d'arrêté susvisé, par courriel du 8 février 2023 ;

CONSIDÉRANT que le projet ne modifie pas l'écoulement de la crue ;

CONSIDÉRANT que la conduite de l'opération nécessite la réalisation d'un prélèvement temporaire dans la nappe d'accompagnement de la Seine ;

CONSIDÉRANT que l'opération n'entraîne pas l'augmentation des rejets d'eaux pluviales aux réseaux de collecte existants en prévoyant la gestion à la parcelle des pluies courantes ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir que le projet n'aura pas d'impact significatif sur la gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et sur le maintien du libre écoulement des eaux et de préserver les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.181-3 du Code de l'environnement sont garantis par les prescriptions imposées ci-après ;

SUR proposition de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports ;

ARRÊTE

TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1er : Bénéficiaires de l'autorisation

En application de l'article L.181-1 du Code de l'environnement, la société CONSTELLATION PARIS, identifiée comme le maître d'ouvrage, ci-après dénommée « le bénéficiaire », est autorisée à rabattre temporairement la nappe d'accompagnement de la Seine et à réaliser son projet dans le cadre du réaménagement de l'ancien site du ministère des Armées sur la commune de Paris (75) dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, conformément aux éléments techniques figurant dans le dossier de demande d'autorisation et ses pièces annexes et en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Description des ouvrages et des travaux

Le projet du bénéficiaire consiste en la création d'un hôtel haut-de-gamme à partir de la restructuration et le réaménagement des sept bâtiments restants de l'ancien site du Ministère des Armées, situé au 231 boulevard Saint-Germain, au cœur de l'îlot dit "Saint-Germain", dans le 7^e arrondissement de Paris.

Sont programmés :

- un hôtel de 69 chambres et 35 appartements,
- des zones publiques avec bars et restaurants,
- un spa et des espaces dédiés à la pratique sportive,
- 62 emplacements de stationnement en sous-sols.

Les structures souterraines du projet sont plus profondes que celles qu'elles remplacent (abaissement d'un mètre du second niveau de sous-sols). Le nouveau point bas peut atteindre la cote minimale de + 21,65 m au nivellement de la Ville de Paris (NVP).

Pour le bon déroulement des travaux, et notamment d'un terrassement à sec, ces structures nécessitent un pompage limité dans le temps et l'espace de la nappe rencontrée en profondeur (la nappe d'accompagnement de la Seine), pour permettre la mise à sec d'un fond de fouille général situé à la cote de + 21, 65 m NVP.

Les pompages ont lieu au sein d'une enceinte périmétrique étanche ayant pour effet de ralentir les écoulements de la nappe en son sein, et en conséquence de réduire le besoin de prélèvement en eau (voir article 9).

Les eaux issues des pompages sont rejetées dans la Seine au moyen du réseau communal selon les modalités décrites à l'article 10.

Parmi les ouvrages réalisés en phase étude, certains piézomètres pourront être conservés pour suivre les effets du rabattement temporaire à l'extérieur de l'enceinte.

Aucun rabattement ou drainage des eaux souterraines n'est autorisé après les travaux.

Les travaux modifient la gestion des eaux de pluie du site. L'emprise concernée est de 11 888 m². La gestion mise en place répond à des objectifs de gestion à la source limitant les rejets d'eaux de pluie aux réseaux d'eaux usées de la ville. (voir article 14)

Article 3 : Champs d'application de l'arrêté

L'ensemble des opérations prévues par le dossier de demande d'autorisation relève des rubriques suivantes des opérations soumises à déclaration ou à autorisation en application de l'article R.214-1 du Code de l'environnement :

Rubriques	Intitulé	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D).	<p><u>Phase étude</u> : régularisation de 10 ouvrages (7 puits et 3 piézomètres)</p> <p><u>Phase Chantier</u>: Mise en place de 10 forages de pompage</p> <p><u>Phase exploitation</u> : Les ouvrages sont comblés.</p> <p>Déclaration</p>
1.2.2.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement ou un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, lorsque le débit du cours d'eau en période d'étiage résulte, pour plus de moitié, d'une réalimentation artificielle. Toutefois, en ce qui concerne la Seine, la Loire, la Marne et l'Yonne, il n'y a lieu à autorisation que lorsque la capacité du prélèvement est supérieure à 80 m³/h (A).	<p><u>Phase chantier</u> :</p> <p>entre 66 et 154 m³/h sur une durée de 24 mois</p> <p><u>Phase exploitation</u> :</p> <p>Sans objet.</p> <p>Autorisation</p>
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : • Supérieure ou égale à 20 ha : Autorisation • Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha: Déclaration	<p>Déclaration</p> <p>Bassin versant de 11 888 m²</p>

Les prescriptions des arrêtés ministériels visés par le présent arrêté s'appliquent. Les articles suivants précisent ou complètent ces prescriptions.

TITRE II : PRESCRIPTIONS EN PHASE CHANTIER

Article 4 : Organisation du chantier

4.1. Informations préalables et suivi des travaux

Un cahier de suivi de chantier est établi par le bénéficiaire au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Y figurent :

- un planning du chantier permettant de retracer le déroulement des travaux ;
- les PPSPS (Plan Particulier de la Sécurité et de Protection de la Santé) permettant de connaître l'organisation du chantier ;
- les dates de début et fin de forages et pompages ainsi que le nom de la ou des entreprises retenues pour l'exécution des travaux ;
- un plan de localisation des forages de pompage exécutés ;
- les incidents survenus au niveau de l'exploitation et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs mesurées ;
- les opérations de contrôle, d'entretien et de renouvellement des moyens de comptage des prélèvements en nappe ;
- les caractéristiques techniques des ouvrages de gestion des eaux pluviales prévus à l'article 14, ainsi que les plans de récolement et les conventions de rejet établies avec le gestionnaire de réseau ;

Le cahier est tenu à disposition des agents de contrôle. Les données qu'il contient doivent être conservées trois ans.

Le planning du chantier, les coordonnées des ouvrages de rejets en Seine, et le plan d'évacuation en cas de crue sont à transmettre un mois avant la réalisation des travaux au service en charge de la police de l'eau.

4.2. Achèvement des travaux

Au moins 1 mois avant la fin des travaux, les bénéficiaires communiquent au service chargé de la police de l'eau les modalités de comblement des ouvrages souterrains (piézomètres, ouvrages de prélèvement) comprenant :

- la date prévisionnelle des travaux de comblement ;
- une coupe technique précisant les équipements en place ;
- des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage ;
- les techniques ou méthodes qui seront utilisées pour réaliser le comblement et devant respecter l'article 8 du présent arrêté.

Dans un délai de 2 mois suivant la fin des travaux, le bénéficiaire adresse au service chargé de la police de l'eau un compte-rendu de chantier dans lequel il retrace le déroulement des travaux, les mesures qu'il a prises pour respecter les prescriptions du présent arrêté, ainsi que les effets qu'il a identifiés de son aménagement sur le milieu naturel et sur l'écoulement des

eaux, ainsi que les mesures de rétablissement qu'il aura prises pour atténuer ou compenser ces effets. Ce compte-rendu comprend également le rapport des travaux de comblement.

Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.

Lorsque les travaux sont réalisés sur une période de plus de 6 mois, les bénéficiaires adressent au préfet un compte-rendu d'étape tous les 6 mois.

Article 5 : Dispositions vis-à-vis du risque de pollution

Les substances polluantes (huiles, hydrocarbures...) susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont stockées dans des récipients étanches et sur des aires de stockage imperméabilisées munies de bacs de rétention ou en cuve à double enveloppe d'un volume au moins égal au volume stocké. Le bénéficiaire s'assure que la manipulation de ces substances s'effectue par du personnel informé sur les produits utilisés et les risques associés.

Les accès et stationnements des véhicules sont choisis en vue de limiter tout risque de pollution pendant le chantier.

Pendant toute la durée du chantier, des équipements destinés à lutter contre les pollutions accidentelles de toute origine (produits absorbants, pompes, bacs récupérateurs) sont maintenus disponibles en permanence sur le site pour être mis en œuvre, sans délai, à la suite d'un incident.

En cas de pollution accidentelle, des dispositions doivent être prises par le bénéficiaire afin de limiter l'effet de l'incident sur le milieu. Les travaux dans la zone concernée doivent être immédiatement interrompus si cela est une condition à la bonne prise en charge de la pollution. Les bénéficiaires informent, dans les meilleurs délais, le préfet, le service chargé de la police de l'eau (uosa.dile.sppe.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr) et le gestionnaire du réseau de collecte concerné.

Afin de prévenir tout risque de contamination par des espèces floristiques envahissantes, les véhicules et engins sont nettoyés avant leur arrivée sur le chantier, en particulier les organes en contact avec le sol et la végétation : roues, chenilles, garde-boue, carter, etc.

Les pollutions sonores sont limitées par la mise de bâches acoustiques et de mesures régulières des niveaux sonores.

Article 6 : Dispositions particulières en période d'étiage

Le bénéficiaire s'informe de la situation et se conforme le cas échéant aux dispositions prévues dans les arrêtés préfectoraux définissant des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse. Ces arrêtés, ainsi que les bulletins d'étiages, sont disponibles 24 h/24 sur le site Internet de la DRIEAT-IF et sur le site PROPLUVIA aux liens ci-dessous :

<http://www.drieat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/>

<http://www.propluvia.developpement-durable.gouv.fr/>

Article 7 : Dispositions particulières en période de crue

Les bénéficiaires s'informent pendant toute la durée des travaux de la situation de vigilance crue. Les bulletins d'information et les données temps réel sont disponibles 24h/24 sur le site Internet : <http://www.vigicrues.gouv.fr/>

En cas de crue, les bénéficiaires de l'autorisation informent le service en charge de la police de l'eau de la situation et des mesures prises pour éviter ou réduire les impacts potentiels.

L'organisation du chantier prend en compte le risque d'inondation par crue débordante et prévoit que le matériel et les installations susceptibles de faire obstacle à l'écoulement des eaux en lit majeur de la Seine soient démontés et transportés hors de la zone inondable dans un délai de 48 heures à partir du déclenchement du seuil de vigilance orange à la station de Paris-Austerlitz. De même, les stockages des substances polluantes sont repliés dans un délai de 48 heures.

Article 8 : Dispositions relatives aux ouvrages de prélèvement et piézomètres (rubrique 1.1.1.0)

8.1. Conditions de réalisation et d'équipement

Le site d'implantation des ouvrages de prélèvement et piézomètres est choisi en vue de maîtriser l'évacuation des eaux de ruissellement et éviter toute accumulation de celles-ci dans un périmètre de 35 m autour des têtes des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains.

La nature des dispositifs autorisés est la suivante : régularisation de 10 ouvrages (puits/piézomètres) réalisés pendant la phase étude et création de 10 puits de pompage de rabattement temporaire.

Afin d'éviter les infiltrations d'eau depuis la surface, la réalisation des puits de pompage et piézomètres doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace intergranulaire compris entre le cuvelage et les terrains forés, sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel.

Afin d'éviter tout mélange d'eau entre les différentes formations aquifères rencontrées, lorsqu'un forage, puits, sondage ou ouvrage souterrain traverse plusieurs formations aquifères superposées et indépendantes, sa réalisation doit être accompagnée d'un aveuglement successif de chaque formation aquifère non exploitée par un tube plein et une cimentation. Un même ouvrage ne peut en aucun cas permettre le prélèvement simultané dans plusieurs aquifères distincts superposés.

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel. Elle est en outre cimentée, étanchée en tête d'ouvrage sur 1 m de profondeur à partir du niveau du terrain naturel. Elle est rendue étanche ou est située dans un local étanche.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête des piézomètres.

8.2. Conditions de surveillance et d'abandon

Les piézomètres et les ouvrages liés aux prélèvements dans les eaux souterraines sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères.

L'ensemble des ouvrages de prélèvement et piézomètres est comblé à l'issue des travaux.

Article 9 : Dispositions relatives aux prélèvements en nappe (rubrique 1.2.2.0)

9.1. Description des ouvrages et installations de prélèvement

Pendant les travaux le rabattement de la nappe est obtenu au moyen d'un dispositif de pompage des eaux de la nappe d'accompagnement de la Seine. Ce dispositif se décline en 10 ouvrages environ de pompes équipés de pompes immergées d'une capacité de l'ordre de 15 m³/h à 40 m³/h. En cumulé, le débit de pompage maximal du dispositif n'excède 154 m³/h en pointe. La somme des capacités théoriques des ouvrages de pompage qui sont présents sur le site reste également inférieure à ce seuil.

Les pompes s'effectuent au sein d'une jupe injectée périmétrique obtenue par injection dans le sol de matériaux peu poreux. Cet écran périmétrique est ancré dans des horizons moins perméables à la base du Lutétien. Cet écran périmétrique reste en place après les travaux. Il n'excède pas les limites de l'emprise du projet et est sans incidence sur les avoisinants.

9.2. Conditions d'exploitation des ouvrages et installations de prélèvement

Les pompes nécessaires au rabattement de la nappe en phase de chantier sont exclusivement électriques et raccordées au réseau électrique du chantier.

L'installation de prélèvement doit permettre le prélèvement d'échantillons d'eau brute.

Un dispositif permettant de suivre le débit de prélèvement est mis en place avant le démarrage des travaux. Des contrôles du débit de pompage instantané sont quotidiennement réalisés pendant toute la durée du pompage.

9.3. Conditions de suivi des prélèvements

Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluation appropriés du débit et volume prélevé.

Les compteurs munis de système de remise à zéro sont interdits.

Ces dispositifs doivent être accessibles aux agents chargés de la police de l'eau pour permettre une vérification simple du débit et volume prélevé.

Les moyens de mesure et d'évaluation du débit et volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Toute modification ou tout changement de type de moyen de mesure ou d'évaluation par un autre doit être préalablement notifié dans le cahier de chantier et être porté à la connaissance du service chargé de la police de l'eau.

9.4. Auto surveillance des débits et volumes d'eau prélevés en nappe

Pendant les travaux de rabattement, le bénéficiaire réalise un suivi comprenant :

- les volumes prélevés quotidiennement et mensuellement ;
- les débits constatés quotidiennement et mensuellement ;
- les niveaux piézométriques de la nappe, relevés mensuellement sur les piézomètres.

Les résultats de cette auto-surveillance sont transmis mensuellement au service chargé de la police de l'eau dans les 15 jours suivant la fin du mois et inclus dans le cahier de suivi de chantier.

9.5. Dispositions relatives aux fondations des avoisinants

Avant le démarrage des travaux, le bénéficiaire établit un état des lieux géotechnique des fondations des parcelles riveraines du projet. En cas d'apparition de désordres structurels, le bénéficiaire prend toutes les dispositions nécessaires pour y remédier.

9.6. Conditions d'arrêt d'exploitation des ouvrages et installations de prélèvement

Lors de la cessation définitive des prélèvements, tous les carburants et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux, les pompes et leurs accessoires sont définitivement évacués du site de prélèvement.

9.7 Entretien des dispositifs de traitement

Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus de manière à garantir le bon fonctionnement des dispositifs de rejet et de traitement.

Ces opérations sont consignées dans le cahier de suivi de chantier.

Article 10 : Dispositions relatives aux rejets d'eaux d'exhaures

Tout eau d'exhaure est rejetée dans la Seine. Le rejet dans son ensemble n'est pas de nature à déclencher le régime de déclaration ou d'autorisation de la rubrique 2.2.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement.

Pour atteindre la Seine, ces eaux empruntent le réseau communal selon les modalités définies avec son gestionnaire. Un pré-traitement est en tout état de cause mis en place afin de respecter les seuils définis en page 33 du dossier en sus de ceux prescrits à l'article 10.3.

10.1 Principes généraux

Les ouvrages de rejet au milieu naturel ne font pas obstacle à l'écoulement des eaux et sont munis d'une vanne d'isolement / d'obturation permettant d'isoler, en cas de pollution accidentelle des eaux, la canalisation d'amener du milieu récepteur concerné. Ce dispositif d'obturation est maintenu en état de marche et est actionnable en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande.

L'ensemble des installations et dispositifs de rejet est entretenu régulièrement.

10.2 Rejets en Seine

Les eaux prélevées en nappe sont rejetées en Seine via un débit maximum de 154 m³/h, durant la durée des travaux.

L'augmentation du volume de rejet est conditionnée à l'actualisation des incidences additionnelles et à l'avis préalable du service politiques et police de l'eau.

Les coordonnées Lambert du point de rejet en Seine sont à transmettre au service chargé de la police de l'eau avant le début des rejets.

Toutes les dispositions sont prises pour prévenir l'érosion des fonds ou des berges, assurer le curage des dépôts et limiter leur formation.

10.3 Qualité des eaux rejetées en Seine

Les eaux rejetées ne sont pas de nature à porter atteinte à la santé publique et ne compromettent pas l'équilibre biologique et écologique du milieu.

Les rejets sont dépourvus de matières surnageantes, de toute nature, ne provoquent pas de coloration inhabituelle du milieu récepteur, ne sont pas la cause de dégradation notable des abords du point de rejet ou d'ouvrages de toute nature situés dans le milieu récepteur.

Un traitement des eaux d'exhaure est mis en place avant rejet si nécessaire. Les produits de décantation sont évacués selon la réglementation en vigueur.

Le dispositif de traitement des eaux d'exhaure doit permettre de respecter les valeurs seuils maximales suivantes :

Paramètres à surveiller	Valeurs seuils maximales
Toxicité sur daphnies	Pourcentage d'inhibition sur 24h. Rejets en Seine immédiatement interrompus si le test de toxicité révèle une mortalité sur 24h supérieure à 50 %.
Température (°C)	≤ 25° C
pH	6 < pH < 9
MES (mg/l)	< 35
Oxygène dissous (mg/l)	>6
DBO5 (mg/l)	< 6
DCO (mg/l)	< 10
Carbone organique total (mg/l)	<7
Azote total I (NTK+NO2-+NO3- en mg/l)	<51
Phosphore (mg/l)	<0,2
Plomb (ug/l)	<14
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (mg/l)	<0,001
Hydrocarbures totaux (mg/l)	<0,05

Des analyses permettent notamment de vérifier l'absence de remobilisation des pollutions dans les sols à proximité du projet.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.

Le service chargé de la police de l'eau est tenu informé sans délai dans le cas où une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté. En fonction des dépassements et des incidences sur le milieu, le service chargé de la police de l'eau pourra demander l'arrêt du rejet en Seine.

Les bénéficiaires de l'autorisation mettent en place toutes les mesures nécessaires pour caractériser l'origine du dysfonctionnement et y remédier dans les plus brefs délais.

10.4 Contrôles des rejets

10.4.1. Emplacement des points de contrôles

Chaque dispositif de rabattement est équipée d'un point de contrôle destiné aux mesures et aux prélèvements. Ce point de contrôle doit être implanté après le dispositif de traitement des eaux d'exhaure, et dans une section de la canalisation de rejet dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime de l'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

10.4.2. Autosurveillance par le bénéficiaire de l'autorisation

Les bénéficiaires de l'autorisation effectuent mensuellement au point de contrôle les mesures sur les paramètres listés dans le tableau concerné de l'article 10.3.

Ces mesures, ainsi que la comparaison aux valeurs maximales seuils, sont insérées dans le cahier de suivi de chantier.

Les résultats de cette auto-surveillance sont transmis mensuellement au service chargé de la police de l'eau dans les 15 jours suivant la fin du mois et inclus dans le cahier de suivi de chantier.

Article 11 : Principes de gestion des eaux pluviales en phase chantier (ouvrages temporaires)

Lorsque la fouille ne présente pas de surface imperméabilisée, les eaux de chantier sont gérées naturellement par infiltration.

Lorsque les surfaces sont imperméabilisées mais que le dispositif de gestion des eaux pluviales de la phase d'exploitation n'est pas encore opérationnel, les eaux de ruissellement sont acheminées via les pentes de dalle vers un dispositif de collecte provisoire permettant leur décantation et leur évacuation par infiltration sur site ou rejet au réseau de collecte.

Ces ouvrages provisoires sont adaptés en fonction de l'avancement du chantier et entretenus régulièrement de façon à assurer leur bon fonctionnement.

Article 12 : Gestion des déblais et matériaux de démolition

Les déblais et les produits d'excavation des travaux sont gérés selon la réglementation en vigueur.

Article 13 : Informations préalables et suivi des travaux

Les éléments à transmettre au service chargé de police de l'eau (uosa.dile.sppe.driat-if@developpement-durable.gouv.fr) sont récapitulés dans le tableau ci-dessous.

Phase chantier		
Article concerné	Délai de transmission	Éléments à transmettre
4.1 Information préalable	Un mois avant la réalisation des travaux	Planning du chantier, coordonnées des ouvrages de rejets en Seine, et plan d'évacuation en cas de crue
Art 4.2	Un mois suivant la fin des travaux	Modalités de comblement des ouvrages souterrains
Art 4.2	Deux mois suivant la fin des travaux	Compte rendu de chantier
Art. 9 Prélèvements d'eau en nappes (rubrique 1.2.2.0)	15 jours suivants la fin du mois	<ul style="list-style-type: none"> • volumes prélevés quotidiennement et mensuellement ; • débits constatés quotidiennement et mensuellement ; • niveaux piézométriques de la nappe relevés hebdomadairement pendant le rabattement de nappe ; • incidents survenus et, selon le cas, au niveau de la mesure des volumes prélevés ou du suivi des grandeurs caractéristiques ; • entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.
Art. 10.2	Avant le début des rejets	Coordonnées du point de rejet en Seine

TITRE III : PRESCRIPTIONS LIÉES À LA GESTION DÉFINITIVE DES EAUX PLUVIALES ET DU RISQUE D'INONDATION

Article 14 : Dispositions relatives à la gestion des eaux pluviales

Les ouvrages ne doivent en aucun cas recevoir des rejets d'eaux usées.

Les bénéficiaires assurent le suivi et l'entretien réguliers des ouvrages de gestion des eaux pluviales au moyen de personnel qualifié et de matériel adapté, de manière à garantir leur pérennité et le bon écoulement des eaux, au minimum 2 fois par an.

Les modalités de gestion des ouvrages de gestion des eaux pluviales sont portées à la connaissance des futurs acquéreurs par les bénéficiaires.

Les bénéficiaires procèdent à leurs frais aux différentes constatations, études ou travaux qui pourraient s'imposer pour s'assurer de la bonne conservation des ouvrages.

Des visites de contrôle sont programmées périodiquement et systématiquement après chaque événement pluviométrique notable ou pollution accidentelle.

Les travaux d'entretien des espaces verts sont réalisés préférentiellement par désherbage thermique ou mécanique. L'emploi de produits phytopharmaceutiques est interdit.

14.2. Réalisation des ouvrages de gestion des eaux pluviales pérennes

14-2-1 Conception des ouvrages

Les dispositifs sont mis en place selon les caractéristiques suivantes :

- au moins 1527 m² de toitures et terrasses végétalisées avec une épaisseur de substrat d'au moins 50 cm,
- au moins 568 m² de surfaces de pleine terre,
- au moins 463 m² de espaces verts sur dalles avec une épaisseur de terre d'au moins 80 cm,
- au moins 498 m² des surfaces minérales perméables sur pleine terre.

Les ouvrages sont réalisés conformément aux schémas présentés en pages 79 à 83 du dossier d'autorisation.

Le projet présente au plus 8 751 m² de surface imperméable.

Sur la surface totale du site (parties réaménagée existante), toutes les pluies de moins 10 mm en 24h sont gérées à la parcelle sans rejet au réseau.

Pour une pluie d'occurrence supérieure à une période de retour de 10 ans, les caniveaux à fente récupèrent la pluie correspondante et l'acheminent vers la voirie. L'absence de bordure entre la voirie et les espaces verts permettent le ruissellement des eaux vers les espaces verts en vue de les inonder.

Pour les surfaces d'espaces verts situées en pleine terre, des ouvrages d'infiltration de faible profondeur seront créés afin de stocker partiellement la pluie exceptionnelle. Le trop plein de ces ouvrages est raccordé au réseau d'assainissement. Le stockage permettra de tamponner l'évacuation vers le réseau d'assainissement. Les surfaces d'espaces verts sur dalle peuvent se charger en eaux et des trop pleins permettent d'évacuer les eaux vers le réseau d'assainissement.

Les débordements à l'échelle de l'îlot s'orientent vers la rue Saint Dominique et la Place Jacques Bainville.

14-2-2 Prescriptions générales

Les essences végétales employées dans les ouvrages et aménagements à ciel ouvert ne sont pas des essences envahissantes non autochtones ou allergènes.

L'implantation de séparateurs à hydrocarbures en amont ou en aval des ouvrages de gestion des eaux pluviales n'est pas autorisée, sauf validation préalable du service chargé de la police de l'eau.

14.3. Prescriptions spécifiques lors de la mise en œuvre des ouvrages pérennes de gestion des eaux pluviales

L'ensemble des ouvrages réalisés et leurs équipements annexes (regards, dégrilleurs, cloisons, dispositifs de régulation des rejets, etc.) sont accessibles et visitables pour les futures opérations de suivi, d'entretien et de maintenance.

Les dispositifs de régulation de débit sont protégés durant le chantier afin de limiter l'apport de terre et de matières en suspension.

Article 15 : Dispositions relatives aux aménagements en zones inondables

Après une crue, les eaux résiduelles sont pompées et dirigées vers la Seine.

Les bénéficiaires sont tenus de faire procéder à la mise en place d'une signalétique qui rappelle, d'une part, le niveau de la crue de référence définie par le plan de prévention du risque inondation de Paris et, d'autre part, la vigilance nécessaire et les comportements à adopter en cas d'inondation.

La signalétique est placée de façon à être visible et compréhensible par tous. Elle est placée en façade extérieure. Les bénéficiaires de l'autorisation veillent à sa préservation dans le temps et à prévoir son remplacement si nécessaire.

La gestion du risque inondation mise en place par le bénéficiaire en phase d'exploitation est celle décrite au chapitre 7.7 du dossier d'autorisation.

TITRE IV : GÉNÉRALITÉS

Article 16 : Contrôles par l'administration

Les agents mentionnés à l'article L.172-1 du Code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau ont libre accès aux installations. Les agents chargés de la police de l'eau peuvent, à tout moment, procéder ou faire procéder à des contrôles inopinés dans le but de vérifier le respect de la conformité aux prescriptions figurant dans le présent arrêté

Les dispositifs de mesure doivent être accessibles aux agents chargés de la police de l'eau. A cet effet, un regard accessible en permanence est mis en place aux frais du bénéficiaire, permettant de réaliser les prélèvements aux fins d'analyses.

Les bénéficiaires mettent à disposition des agents chargés du contrôle, sur leur réquisition, le personnel et les appareils nécessaires pour procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

Les frais d'analyses inhérents à ces contrôles inopinés sont à la charge des bénéficiaires. Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés par le ministère chargé de l'environnement.

Article 17 : Durée de l'autorisation

Cette autorisation est accordée sans limite de durée avec les conditions du présent arrêté.

En application de l'article R.181-48 du Code de l'environnement, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été engagé dans un délai de trois ans, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Le délai sus-mentionné est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation ou ses arrêtés complémentaires.

Article 18 : Caractère de l'autorisation

En application des articles L.181-22 et L.214-4 du Code de l'environnement, l'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si l'administration décidait dans un but d'intérêt général de modifier de manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le bénéficiaire de l'autorisation ne pourrait réclamer aucune indemnité.

Article 19 : Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du Code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre (4) mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation selon les modalités prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Article 20 : Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En application de l'article R.181-52 du Code de l'environnement, les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de constater l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

Le Préfet dispose d'un délai de deux (2) mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Article 21 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas les déclarants de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations, notamment au titre de l'article L.411-1 du Code minier.

Article 22 : Publication, notification et information des tiers

L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État à Paris pendant une durée minimale de quatre (4) mois.

Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de Paris 7^e pendant une durée minimale d'un mois pour y être consulté. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire concerné.

L'arrêté est notifié au bénéficiaire de l'autorisation.

Article 23 : Délais et voies de recours

Article 23-1 : Recours contentieux

En application des articles L.181-17 et R.181-50 du Code de l'environnement, un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Paris, au 7 Rue de Jouy, 75 004 Paris :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux (2) mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre (4) mois à compter de la dernière formalité accomplie soit :

a) du premier jour de l'affichage en mairie

b) du jour de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture la préfecture de Paris.

Ce recours peut être déposé auprès de cette juridiction administrative par voie postale, sur place auprès de l'accueil de la juridiction ou par le biais de l'application <https://www.telerecours.fr/>.

Article 23-2 : Recours non contentieux

La présente décision peut également faire l'objet, dans un délai de deux (2) mois à compter, selon les cas mentionnés au 1° et au 2°, de la notification ou de la publication de la présente décision :

- soit d'un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet de Paris, 5 rue Leblanc, 75 015 Paris ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des territoires - 92 055 La Défense.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux (2) mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Paris.

Ces recours administratifs prolongent de deux mois le délai de recours contentieux mentionnés au 1° et au 2°.

Article 24 : Infractions et sanctions

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté est susceptible de sanctions prévues aux articles L.171-8 et R.216-12 du Code de l'environnement.

Article 25 : Exécution

Le préfet, directeur de cabinet du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris et la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs (échelon de Paris) de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris, accessible sur le site Internet de la préfecture : www.prefectures-regions.gouv.fr/ile-de-france.

Fait à Paris, le 20 février 2023

Le Préfet de la région d'Île-de-France,
Préfet de Paris

SIGNÉ

Marc GUILLAUME

Préfecture de Police

75-2023-02-21-00001

ARRETE 2023-00160

modifiant provisoirement le stationnement et la
circulation dans plusieurs voies
de Paris 16ème et de Boulogne-Billancourt à
l'occasion de la rencontre de football entre
le Paris-Saint-Germain Football Club et le
Football Club de Nantes les 4 et 5 mars 2023

Paris, le 21 février 2023

ARRETE N° 2023-00160

modifiant provisoirement le stationnement et la circulation dans plusieurs voies de Paris 16^{ème} et de Boulogne-Billancourt à l'occasion de la rencontre de football entre le Paris-Saint-Germain Football Club et le Football Club de Nantes les 4 et 5 mars 2023

LE PREFET DE POLICE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2512-13 et L.2512-14 II ;

Vu le code de la route, notamment ses articles L.325-1 à L.325-3, R.411-8 et R.411-25 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L.241-3 ;

Vu l'avis de la ville de Boulogne-Billancourt en date du 18 février 2023 ;

Vu l'avis de la Ville de Paris en date du 17 février 2023 ;

Considérant l'organisation de la rencontre entre le Paris-Saint-Germain Football Club et le Football Club de Nantes dans le cadre de la 26^{ème} journée de la Ligue 1 de football, qui se déroulera le 4 mars 2023 au stade du Parc des Princes à Paris 16^{ème} ;

Considérant que pour assurer le bon déroulement de cet évènement ainsi que la sécurité du public et des participants, il convient de prendre des mesures de restriction du stationnement et de la circulation le 4 mars 2023, dans plusieurs voies de Paris 16^{ème} et de Boulogne-Billancourt ;

Sur proposition du directeur de l'ordre public et de la circulation :

A R R E T E

Article 1^{er}

Le stationnement de tout type de véhicule est interdit le 4 mars 2023 à partir de 08h00 et jusqu'au 5 mars 2023 à 01h00, dans les voies et portions de voies suivantes de Paris 16^{ème} et de Boulogne-Billancourt :

- rue Nungesser et Coli ;
- allée Charles Brennus ;
- avenue du Général Sarrail, entre la rue Raffaelli et la rue Lecomte du Noüy ;
- rue Lecomte du Noüy ;

- avenue du Parc des Princes ;
- rue de l'Arioste ;
- rue du Sergent Maginot ;
- rue du Général Roques ;
- rue du Commandant Guilbaud ;
- rue Claude Farrère ;
- rue Joseph Bernard, entre la rue de la Tourelle et la rue Nungesser et Coli ;
- rue du Parc ;
- place de l'Europe.

Article 2

La circulation de tout type de véhicule est interdite le 4 mars 2023 à partir de 18h00 et jusqu'au 5 mars 2023 à 01h00, dans les voies et portions de voies suivantes de Paris 16^{ème} et de Boulogne-Billancourt :

- rue Nungesser et Coli ;
- allée Charles Brennus ;
- avenue du Général Sarrail, entre la rue Raffaelli et la rue Lecomte du Noüy ;
- rue Lecomte du Noüy ;
- avenue du Parc des Princes ;
- rue de l'Arioste ;
- rue du Sergent Maginot ;
- rue du Général Roques ;
- rue du Commandant Guilbaud ;
- rue Claude Farrère ;
- rue Joseph Bernard, entre la rue de la Tourelle et la rue Nungesser et Coli ;
- rue du Parc ;
- place de l'Europe.

Article 3

Seuls les véhicules des personnes titulaires de la carte « mobilité inclusion » portant la mention « stationnement pour personnes handicapées », telle que mentionnée dans l'article L.241-3 du code de l'action sociale et des familles, sont autorisés à stationner et à circuler rue du Sergent Maginot, Paris 16^{ème}, lors des plages horaires précitées.

Article 4

Sans préjudice des sanctions pénales auxquelles s'exposent les personnes en infraction avec les dispositions du présent arrêté, les véhicules ayant servi à commettre ces infractions peuvent être immobilisés et mis en fourrière dans les conditions prévues aux articles L325-1 à L325-3 du code de la route.

Article 5

Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux véhicules d'intérêt général prioritaires au sens des dispositions de l'article R.311-1 6.5 du code de la route.

Article 6

Le directeur de l'ordre public et de la circulation, la directrice de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne de la Préfecture de Police, le directeur de la voirie et des déplacements et le directeur de la police municipale et de la prévention de la Ville de Paris, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la Préfecture de Police ainsi que sur le portail des publications administratives de la Ville de Paris. Il sera affiché, compte tenu des délais, aux portes de la mairie et du commissariat de l'arrondissement concerné ainsi qu'aux portes de la Préfecture de Police (1, rue de Lutèce). Ces mesures prendront effet après leur affichage et dès la mise en place de la signalisation correspondante.

Pour le préfet de police,

La sous-préfète

Directrice adjointe du cabinet

Elise LAVIELLE

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester la présente décision, il vous est possible, dans un délai de deux mois à compter de la date de son affichage :

- **soit de saisir d'un RECOURS GRACIEUX**
le Préfet de Police
7/9, boulevard du Palais - 75195 PARIS RP

- **ou de former un RECOURS HIERARCHIQUE**
auprès du Ministre de l'intérieur et des outre-mer
Direction des libertés publiques et des affaires juridiques
place Beauvau - 75008 PARIS

- **soit de saisir d'un RECOURS CONTENTIEUX**
le Tribunal administratif compétent

Aucune de ces voies et recours ne suspend l'application de la présente décision.

Les recours GRACIEUX et HIERARCHIQUE doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée.

Le recours contentieux, qui vise à contester la LEGALITE de la présente décision, doit également être écrit et exposer votre argumentation juridique.

Si vous n'aviez pas de réponse à votre recours GRACIEUX ou HIERARCHIQUE dans un délai de deux mois à compter de la réception de votre recours par l'administration, votre demande devra être considérée comme rejetée (décision implicite de rejet).

En cas de rejet des RECOURS GRACIEUX ou HIERARCHIQUE, le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la date de la décision de rejet.

Préfecture de Police

75-2023-02-21-00002

Arrêté N° 2023-00161 créant une aire piétonne temporaire dans certaines voies du 8ème arrondissement de Paris à l'occasion de la manifestation « Piétonisation des Champs Elysées » le 5 mars 2023



Paris, le 21 FEV. 2023

ARRETE N° 2023-00161

**créant une aire piétonne temporaire
dans certaines voies du 8^{ème} arrondissement de Paris
à l'occasion de la manifestation « Piétonisation des Champs Elysées »
le 5 mars 2023**

LE PREFET DE POLICE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2512-14 ;

Vu le code de la route, notamment ses articles R. 110-2, R. 311-1, R. 411-8, R. 411-18 et R. 411-25 ;

Vu le code des transports, notamment ses articles L. 3111-14 et L. 3121-1 ;

Vu le vœu de l'exécutif relatif à l'apaisement de l'espace public et à la piétonisation des rues de Paris adopté au Conseil de Paris des 15 et 16 février 2016 ;

Vu l'avis de la Ville de Paris en date du 16 février 2023 ;

Considérant que la Ville de Paris organise le 5 mars 2023 la « Piétonisation des Champs Elysées », manifestation festive dans certaines voies de la capitale ;

Considérant que la tenue de cette manifestation implique de prendre les mesures provisoires de circulation strictement nécessaires à son bon déroulement et celles destinées à assurer la sécurité des personnes pendant le temps nécessaire au déroulement de l'opération ;

Sur proposition de la préfète, directrice de cabinet :

ARRETE

Article 1^{er}

Il est créé le 5 mars 2023, de 10h00 à 17h00, une aire piétonne temporaire à l'intérieur du périmètre formé par les voies suivantes du 8^{ème} arrondissement : rue Arsène Houssaye, rue Lord Byron, rue Chateaubriand, rue Washington, rue d'Artois, rue de Berri, rue de Ponthieu, avenue Franklin Delano Roosevelt, rond-point des Champs Elysées-Marcel Dassault (partie ouest), avenue Montaigne, rue François 1^{er}, avenue George V, rue Vernet, avenue Marceau et rue de Presbourg.

La circulation des véhicules à moteur est interdite à l'intérieur de ce périmètre pendant la durée de la manifestation.

L'interdiction de circulation ne s'applique pas aux voies précitées délimitant le périmètre.

Article 2

Dans le périmètre précité, les dispositions portant interdiction de la circulation de tout véhicule motorisé ne sont pas applicables aux véhicules d'intérêt général prioritaires au sens des dispositions de l'article R.311-1 6.5 du code de la route.

Article 3

Le directeur de l'ordre public et de la circulation, la directrice de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne de la Préfecture de Police, le directeur de la voirie et des déplacements et le directeur de la police municipale et de la prévention de la Ville de Paris, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la Préfecture de Police ainsi que sur le portail des publications administratives de la Ville de Paris.

Pour le préfet de police,
La sous-préfète
Directrice adjointe du cabinet

Elise LAVIELLE

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Si vous estimez devoir contester la présente décision, il vous est possible, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication :

- soit de saisir d'un **RECOURS GRACIEUX**
le Préfet de Police
7/9, boulevard du Palais - 75195 PARIS RP
- ou de former un **RECOURS HIERARCHIQUE**
auprès du Ministre de l'intérieur
Direction des libertés publiques et des affaires juridiques
place Beauvau - 75008 PARIS
- soit de saisir d'un **RECOURS CONTENTIEUX**
le Tribunal administratif compétent

Aucune de ces voies et recours ne suspend l'application de la présente décision.

Les recours GRACIEUX et HIERARCHIQUE doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée.

Le recours contentieux, qui vise à contester la LEGALITE de la présente décision, doit également être écrit et exposer votre argumentation juridique.

Si vous n'aviez pas de réponse à votre recours GRACIEUX ou HIERARCHIQUE dans un délai de deux mois à compter de la réception de votre recours par l'administration, votre demande devra être considérée comme rejetée (décision implicite de rejet).

En cas de rejet des RECOURS GRACIEUX ou HIERARCHIQUE, le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la date de la décision de rejet.